

Manifeste Pour le droit à l'égalité des sexes Et à la non-discrimination des sexualités en Europe

Nous, Mouvement français pour le Planning familial, mouvement associatif féministe d'éducation populaire revendiquons des **droits sexuels et reproductifs universels, indivisibles et imprescriptibles pour toutes celles et ceux qui vivent en Europe !!**

Nous appelons de nos vœux une Union européenne fondée sur l'égalité et le respect de toutes les femmes et de tous les hommes quels que soient leur genre, leur sexualité ou leurs situations économiques. Nous souhaitons que l'accès à l'éducation à la vie affective et sexuelle et à l'avortement et la lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes et aux personnes LGBTQI soient au cœur de l'agenda politique européen car l'inaction politique, les tentations conservatrices et le repli sur soi ne seront jamais des options pour construire une société égalitaire.

Depuis 60 ans, nous revendiquons pour les femmes la liberté de disposer de leur corps, le droit de choisir d'avoir ou non des enfants et de vivre une sexualité épanouie. C'est la condition de leur émancipation. C'est pourquoi **nous exigeons que les droits à l'avortement et à la santé sexuelle soient reconnus dans tous les pays de l'Union européenne comme droits fondamentaux.** Nous exigeons également que la double clause de conscience des médecins spécifique à l'IVG soit levée. Plus aucune femme de l'Union européenne ne devrait avoir à changer de pays pour avorter dans des conditions sûres et légales.

Enjeu de santé publique, nous demandons à ce que l'Union européenne fasse de l'éducation sexuelle un enjeu fort de son agenda politique. Nous demandons à ce que le droit à l'égalité, à la non-discrimination, à la protection de la santé et à la liberté d'information soit inscrit dans la Charte de ses droits fondamentaux car c'est à cette seule condition que toutes et tous pourront vivre une sexualité épanouie et responsable dans le respect des sexes, de la diversité des modes de vie et en autonomie.

Nous, Planning Familial, nous militons pour que la sexualité soit reconnue en tant que droit humain. A l'heure où nous constatons une recrudescence des actes d'intolérance ou de violence perpétrés à l'encontre des personnes LGBTQI, nous exigeons que l'Union européenne mette en place des politiques publiques volontaristes pour lutter contre les discriminations sexuelles basées sur le genre et que ceux qui commettent ces violences soient pénalisés. Faire reculer les violences faites aux femmes est un autre engagement que l'Union européenne doit prendre pour assurer la sécurité de toutes et tous et sortir de cette société patriarcale par essence inégalitaire. A ce titre, nous exigeons que l'Union européenne mène une politique globale de lutte contre les violences faites aux femmes incluant prévention, protection, accompagnement et sanctions des auteurs de ces violences et mette les moyens financiers et humains adéquats pour y arriver. Nous demandons également que tous les pays de l'Union qui n'auraient pas ratifié la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique le fassent impérativement.

Enfin, nous n'aurons de cesse de nous mobiliser pour une Europe ouverte et accueillante qui respecte la déclaration universelle des droits Humains. A ce titre, nous exigeons que de nouvelles politiques et de nouvelles procédures d'intégration pour accéder au statut de réfugié.e.s soient mises en place afin de protéger les femmes, les mineur.e.s et les personnes LGBTQI, respecter leurs droits fondamentaux tels l'accès aux services de santé, et la dignité des personnes exilées. Nous demandons enfin que toutes les persécutions liées au genre puissent être un motif pour l'obtention d'une protection internationale au regard de la convention de Genève, au même titre que les opinions politiques, la religion, son appartenance à un certain groupe social.

Nous, militantes féministes, membres du Planning Familial, ferons entendre nos voix lors de la campagne des élections européennes qui se dérouleront le 26 mai prochain pour défendre l'égalité sexuelle et l'égalité de genre et pour lutter contre les discriminations.

Nous militerons tant qu'il le faudra pour des droits universels, indivisibles et imprescriptibles tels que définis par l'OMS car ils font partie intégrante des droits fondamentaux et conditionnent l'égalité entre les sexes et les sexualités et le devenir d'une société européenne fondée sur l'égalité réelle de toutes et tous.